



Les intercommunalités et la culture scientifique en Hauts-de-France

ENQUÊTE 2021

Compte rendu d'enquête

DÉVELOPPER

la CULTURE SCIENTIFIQUE dans son intercommunalité

QU'EST-CE
QUE C'EST ?



LA CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE & INDUSTRIELLE
FAIT L'OBJET D'UNE STRATÉGIE PARTAGÉE ENTRE



L'Etat



la Région

LES AUTRES COLLECTIVITÉS PEUVENT S'EN SAISIR DE MANIÈRE VOLONTAIRE

Départements

Collectivités

LES EPCI PEUVENT CHOISIR DE DÉVELOPPER la CULTURE SCIENTIFIQUE

DIVERSES COMPÉTENCES

COMMENT
CELA SE MET
EN ŒUVRE ?

DANS LE CADRE DE

EN S'appuyant SUR



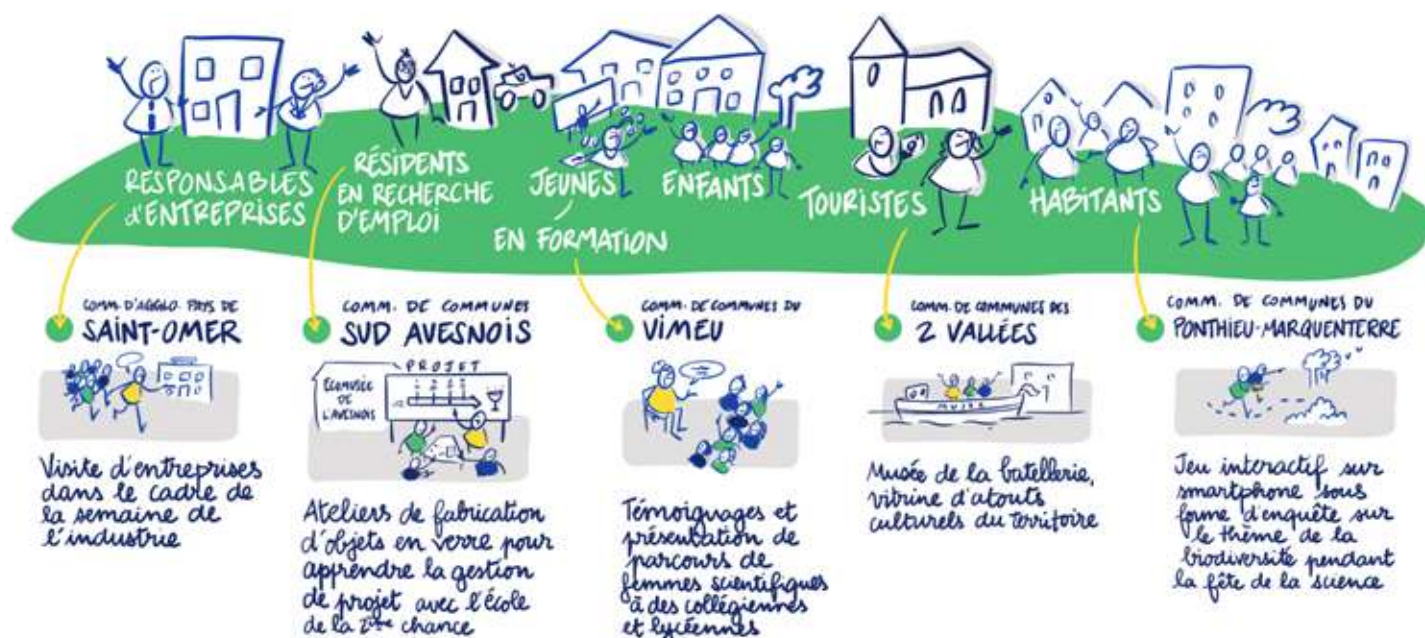
À QUOI
ÇA SERT ?

7 BONNES RAISONS

AU MOINS !



EXEMPLES D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE



ÇA VOUS
INTÉRESSE ?



- ▶ Participer à un ÉVÉNEMENT FÉDÉRATEUR pour le partage des sciences
- ▶ Participer à un RÉSEAU RESSOURCE
- ▶ Identifier et s'appuyer sur les COMPÉTENCES INTERNES et ACTEURS RESSOURCES

- ▶ Définir une MISSION de COORDINATION de la CSTi
- ▶ Ancrer la CSTi dans un ÉQUIPEMENT
- ▶ Définir une POLITIQUE et un BUDGET spécifiques

- POUR Trouver des RESSOURCES et des ACTEURS de GSTi
- POUR Faire connaître ses actions
- WWW. Rendez-vous sur la plateforme : www.echosciences-hauts-de-france.fr

Cette synthèse visuelle reprend les résultats d'une enquête qualitative menée auprès de 11 EPCI en Hauts-de-France, qui mènent des actions de CSTi.

ILLUSTRATION GRAPHIQUE
Hélène Salazar, 2021
www.diamantpourla.com

PLUS D'INFOS
sur l'ÉTUDE et
sur la CSTi en HDF
www.ombelliscience.fr
03.65.80.14.41



SOMMAIRE

INTRODUCTION

p.4 à p.6

Introduction

CONTEXTUALISATION DE L'ENQUÊTE

La culture scientifique, technique et industrielle, un champ vaste de pratiques

La culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) a pour particularité d'être un champ à la croisée de différents types d'actions (animations d'ateliers, jeux pédagogiques, expositions, conférences...) d'acteurs (du champ de la recherche, de l'enseignement, de la culture, de l'éducation populaire...) et de disciplines et domaines scientifiques et techniques (sciences de la matière, sciences de la vie, sciences humaines et sociales, technologies, ingénierie et sciences techniques...).

S'il est difficile d'en établir une définition précise, étant donné la multiplicité des usages et des sujets qu'elle permet d'aborder, ce qui la caractérise est sans doute la capacité à susciter la rencontre entre les publics et les savoirs.

Cette définition assez large permet de comprendre dans la CSTI un grand nombre de pratiques et d'acteurs, qui ne se revendiquent pas toujours d'elle mais qui, par leurs actions, contribuent à nourrir une culture¹ scientifique² commune.

L'offre de culture scientifique, technique et industrielle en Hauts-de-France

L'offre culturelle scientifique, technique et industrielle est contrastée en Hauts-de-France : les équipements dédiés (centres de culture scientifique, musées, établissements d'enseignement supérieur et de recherche...) sont concentrés dans et à proximité des principaux pôles urbains³.

Pour les habitants qui se trouvent éloignés de ces équipements, accéder à cette offre représente un investissement en temps et en argent non négligeables, excluant de ce fait nombre d'entre eux. En parallèle, une offre de proximité est assurée par des acteurs des domaines culturels, éducatifs, sociaux, qui ne sont pour la plupart pas spécialisés dans les sciences et techniques⁴.

Si l'intérêt pour le partage des savoirs scientifiques et techniques existe dans ces structures, la médiation qu'ils proposent à leurs publics reste très fortement tournée vers des enjeux d'animation : l'objectif premier est de capter les publics et leur intérêt⁵.

Au-delà de leurs contrastes, l'observation des différentes formes de manifestation de la CSTI en Hauts-de-France amène à considérer leurs complémentarités comme une force pour le développement de la culture scientifique à l'échelle régionale. Une force qui se traduit à la fois par le maillage territorial que ces multiples acteurs permettent d'atteindre, mais aussi par leur capacité à toucher différents types de publics dans un large spectre de contextes et de typologies d'actions.

Pour aller plus loin, dans une perspective de développement de la culture scientifique, technique et industrielle en Hauts-de-France, il peut également être intéressant de s'attacher à mieux comprendre comment se structurent ces offres, en portant une attention particulière à l'échelon territorial dans lequel elles s'inscrivent.

Les intercommunalités : un échelon intéressant pour penser l'offre culturelle

En matière d'échelle territoriale, les intercommunalités présentent l'avantage de porter des intérêts à la fois locaux et collectifs. Elles sont suffisamment proches des besoins de leurs habitants, et suffisamment fortes, du fait de la coopération intercommunale, pour impulser des dynamiques collectives et rayonner sur un territoire élargi.

Elles portent de plus en plus d'ambitions en matière culturelle. Dès les années 1980, les prémices d'une intercommunalité culturelle voit le jour, notamment dans le territoire de l'actuel Pays de Saint-Omer, où la gestion d'équipements culturels a pris une dimension intercommunale⁶.

¹ La Déclaration de Fribourg sur les droits culturels (2007) établit que : « le terme « culture » recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement ».

² Selon le dictionnaire Larousse, la science est un « Ensemble cohérent de connaissances relatives à certaines catégories de faits, d'objets ou de phénomènes obéissant à des lois et/ou vérifiés par les méthodes expérimentales. » Au pluriel, cela désigne « Chacune des branches de la connaissance, du savoir ».

³ Enquête sur les compétences et ressources des acteurs de CSTI en Hauts-de-France, Ombelliscience 2017

⁴ Enquête sur la médiation scientifique et technique dans les structures culturelles, éducatives, sociales de proximité en Hauts-de-France, Ombelliscience 2019

⁵ Ibidem, voir « Enjeux d'une médiation scientifique et technique » page 6 de la synthèse

⁶ « L'intercommunalité réinvente-elle (enfin) les politiques culturelles ? », n°54 de l'Observatoire, été 2019 pages 15-17

TERRITOIRES OBSERVÉS

p.7 à p.18

ANALYSES CROISÉES

p.19 à p.25

BOÎTE À OUTILS

p.26 et p.27

À partir des années 2000, avec la loi Chevènement, le renforcement et la simplification des intercommunalités s'accompagnent d'une logique de gestion intercommunale d'équipements culturels plus affirmée, notamment par les communautés d'Agglomération. Les années 2015, et les lois MAPTAM et NOTRe marquent le coup d'un élargissement des politiques culturelles intercommunales. D'après Jean-Luc Rigaut, président de l'AdCF⁷, réseau des EPCI, « le prisme de la compétence « équipements culturels et sportifs » [...] a marqué une étape qui est aujourd'hui dépassée. Nous en sommes aujourd'hui à de véritables projets culturels et éducatifs de territoire »⁸. Cette progression constante de l'implication des intercommunalités dans les politiques culturelles s'observe aussi par le financement qu'elles y consacrent et qui s'élève aujourd'hui à plus de 2 milliards d'euros, « un effort bien supérieur à celui des régions, des départements ou des DRAC »⁹.

Les intercommunalités : un échelon intéressant pour penser l'offre de culture scientifique ?

Si les intercommunalités présentent un avantage de taille, et une implication dans les politiques culturelles accrue, quel rôle jouent-elles, ou peuvent-elles être amenées à jouer, en matière de Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI) ?

Aucune enquête à ce jour n'explore précisément cette question, en France ou en région. Si le prisme des politiques culturelles intercommunales est intéressant, il est insuffisant pour explorer l'implication des EPCI en matière de culture scientifique et technique, qui peut dans certains cas être rattachée à d'autres compétences. Pour aborder ce sujet à l'échelle des Hauts-de-France, une approche exploratoire et qualitative semble de mise.



⁷ L'Assemblée des Communautés de France (AdCF) est la fédération nationale des élus de l'intercommunalité.

⁸ « Culture et intercommunalité : un pari risqué ? Un pari gagnant ! » n°54 de l'Observatoire, été 2019 pages 33-34

⁹ « L'intercommunalité réinvente-elle (enfin) les politiques culturelles ? » n°54 de l'Observatoire, été 2019 pages 15-17

CADRAGE DE L'ENQUÊTE

L'observation territoriale de la CSTI en Hauts-de-France

La mission d'observation territoriale de la CSTI en Hauts-de-France, intégrée aux missions d'Ombelliscience, compte sur le concours d'un groupe de travail dédié depuis septembre 2020. C'est un groupe de réflexion, qui produit des préconisations en matière d'observation. Il est composé d'acteurs membres et non membres d'Ombelliscience, travaillant dans différents domaines en lien avec la CSTI en Hauts-de-France. C'est dans le cadre des échanges de ce groupe que le sujet de la CSTI dans les EPCI est apparu comme une question d'intérêt partagé, et que le cadrage de l'enquête a été affiné.

Questions initiales

Quelques questions servent de fil rouge à cette enquête :

Comment naissent les initiatives de CSTI dans les EPCI ?

Comment sont-elles pérennisées ?

Comment les intercommunalités se saisissent des enjeux liés au partage des sciences et techniques, quels intérêts y voient-elles ? (*Rayonnement du territoire, lutte contre les inégalités d'accès aux savoirs – inclusion, politique jeunesse...*)

En somme, pourquoi et comment participent-elles à la diffusion de CSTI sur leurs territoires ?

Objectifs

Cette enquête vise à :

- Observer la façon dont des intercommunalités des Hauts-de-France soutiennent le développement de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) sur leurs territoires,
- Mieux comprendre leurs motivations,
- Identifier les leviers d'action mobilisés,
- Rendre compte d'exemples concrets afin de donner des idées aux autres intercommunalités, et ce faisant, valoriser l'existant.

Méthodologie

Une approche qualitative a été choisie pour ce travail exploratoire, car elle permet d'aborder de façon fine les expériences de quelques intercommunalités ciblées, au travers d'entretiens semi-directifs avec des agents, des élus, ou des professionnels de structures soutenues par l'intercommunalité et qui travaillent ou qui souhaitent travailler au partage des sciences.

Les entretiens ont été menés de mars à juin 2021 en fonction des disponibilités des interlocuteurs.

Du fait de sa nature qualitative, l'exhaustivité ne peut être recherchée dans ce travail. Il permet cependant, au travers des témoignages de quelques acteurs moteurs participant à l'enquête, d'incarner la CSTI sur les territoires et de mieux comprendre les problématiques et enjeux en lien avec leurs actions.



© Ombelliscience

Les territoires ciblés

Par intercommunalités, sont entendues les intercommunalités à fiscalité propre des Hauts-de-France. En 2020 la région Hauts-de-France compte 92 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), soit 66 communautés de communes, 23 communautés d'agglomération, 2 communautés urbaines, 1 métropole.

Afin d'identifier des territoires à interroger dans le cadre de l'enquête, une attention a été portée à différents critères :

- Un nombre limité de territoires pour une raison de faisabilité environ une dizaine
- Une répartition équilibrée des territoires par département avec à minima 2 EPCI par département
- Une répartition équilibrée par type d'EPCI, afin d'avoir un panel représentant différents types et tailles d'EPCI, des plus petits aux plus grands
- Des EPCI où au moins une initiative de CSTI soutenue par l'intercommunalité (soit en gestion directe, soit par financement) ait été identifiée. Une attention a été portée également à identifier dès le départ un interlocuteur de référence, généralement une personne en lien avec l'initiative identifiée.
- Des territoires avec des formes d'engagement dans la CSTI variées, aussi bien en termes de domaines et compétences dans lesquels on retrouve de la CSTI, qu'en termes d'ancienneté des initiatives et de niveau de structuration d'une politique de CSTI. L'objectif étant de toucher des territoires moteurs mais aussi des territoires en phase de structuration d'une dynamique de CSTI.

Un travail exploratoire a été mené et une présélection de territoires a fait l'objet d'échanges dans le cadre du groupe de travail et du Conseil d'Administration d'Ombelliscience. **11 territoires ont été retenus (classés par département et par type d'EPCI) :**

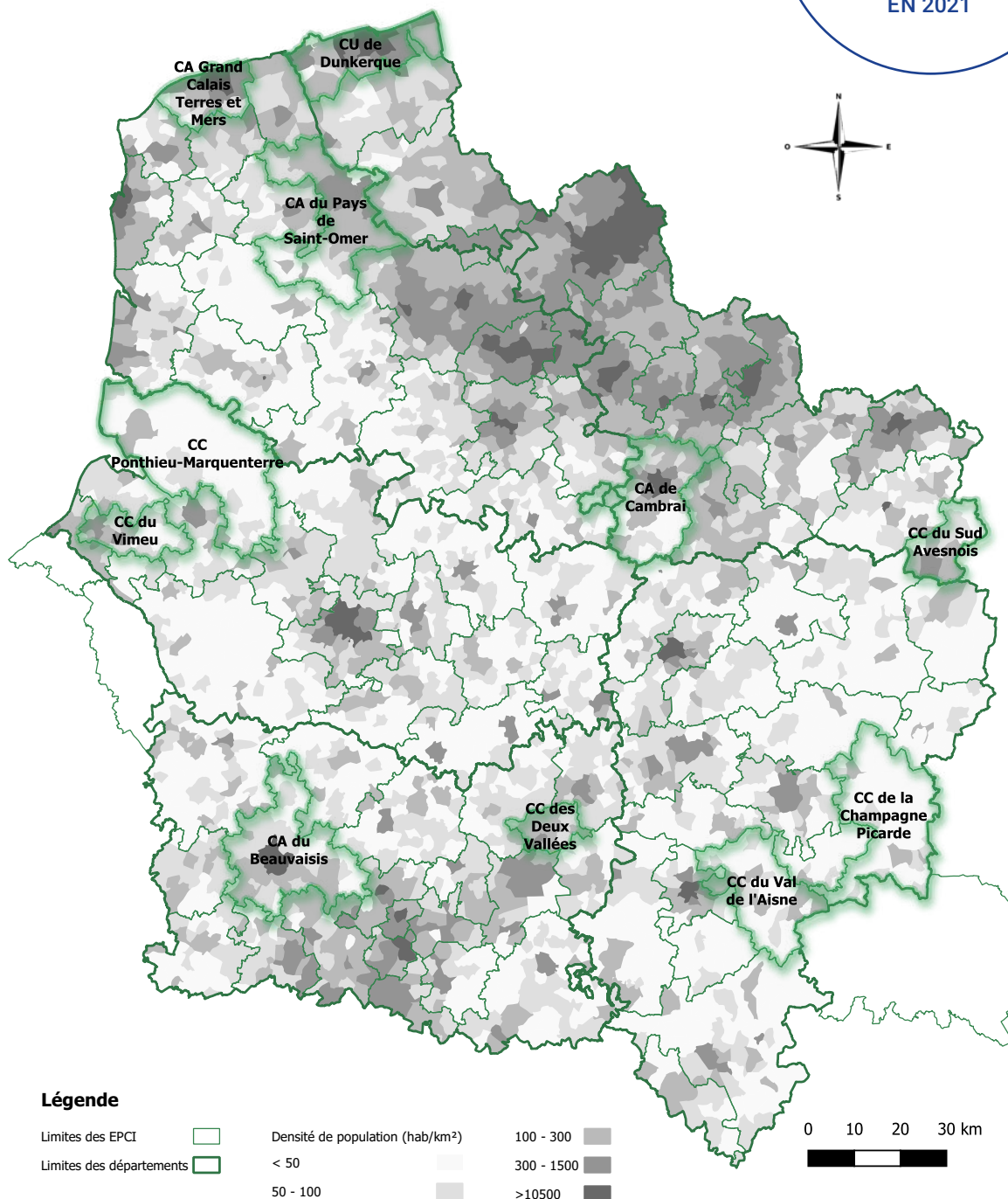
	Communauté de Communes (CC)	Communauté d'Agglomération (CA) ou Communauté Urbaine (CU)
Aisne	CC de la Champagne Picarde CC du Val de l'Aisne	
Nord	CC du Sud Avesnois	CA de Cambrai CU de Dunkerque
Oise	CC des deux Vallées	CA du Beauvaisis
Pas-de-Calais		CA du Pays de Saint Omer CA Grand Calais Terres & Mers
Somme	CC du Ponthieu Marquenterre CC du Vimeu	

11

TERRITOIRES

Territoires observés

CARTE DES
TERRITOIRES
OBSERVÉS ET DENSITÉ
DE POPULATION
COMMUNALE EN
HAUTS-DE-FRANCE
EN 2021



PRÉSENTATION DES TERRITOIRES OBSERVÉS

Dans les pages qui suivent, chaque territoire est présenté dans une fiche regroupant des informations diverses. Sur la gauche : une brève description du territoire (informations démographiques et territoriales sur la base de données INSEE, année de référence 2018) et l'essentiel des équipements, services, et acteurs impliqués dans le partage des sciences et techniques identifiés. Sur la droite : un descriptif des caractéristiques et enjeux du territoire, des formes d'implication en CSTI, un zoom sur une action et les freins et les leviers identifiés pour le développement de la CSTI.



Fiche d'identité territoire :

Département : Aisne
Siège : Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt
Nombre de communes : 46
Nombre d'habitants : 20863
Superficie km² : 578
Densité de population : 36 hab/km²
Densité du département : 72 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Gestion équipements :
Le faitout connecté
Projet de Micro-Folies

Services :
Transition numérique
Culture – lecture publique

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Réseaux : Réseau régional des numériciens

Communauté de Communes de la Champagne Picarde

ENTRETIEN AVEC LE SERVICE NUMÉRIQUE - LE FAITOUT CONNECTÉ



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

Territoire à la fois vaste, rural, et avec une faible densité de population. Une offre variée de services publics culturels et numériques sur la commune siège est mise en œuvre afin de concentrer les moyens, notamment pour la gestion d'équipements, à laquelle s'ajoute une offre sur des plus petits équipements ou antennes relais sur d'autres communes, afin d'en faciliter l'accès pour tous les habitants. La proximité de la ville de Laon en fait le pôle urbain de référence.



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

L'équipement du faitout connecté, créé en 2018 par l'EPCI, grâce à des fonds européens, regroupe divers services numériques : postes informatiques en libre accès, France Services (accompagnement de la population sur les démarches administratives en ligne), formations via le pass Aptic (forfait d'aide financière à la formation numérique), makerspace (espace de fabrication numérique), Campus connecté... C'est principalement via les activités du makerspace, et des ateliers « mercregeek » que se font du partage pédagogique de savoirs techniques. Le réseau de bibliothèques est également un relai d'activités pouvant aborder des sujets scientifiques et techniques, en lien étroit avec le service numérique.



Zoom sur : les ateliers mercregeek du faitout connecté

Chaque mercredi, un atelier thématique est proposé à des jeunes de 8 à 14 ans autour des outils numériques : modélisation et fabrication avec des imprimantes 3D, codage, géocaching... Une cinquantaine de jeunes sont inscrits. Cela permet aussi au médiateur d'aborder avec les jeunes sur des sujets de société, comme la sécurisation des données privées en ligne, et de leur donner des clés de compréhension.



Obstacles / Freins :

- L'arrêt du dispositif Picardie en ligne aurait pu mettre en péril le service numérique, qui a su se réinventer
- La culture scientifique n'est pas identifiée dans les enjeux du service numérique en tant que telle, c'est un effet collatéral de l'activité, nourri par l'appétence personnelle d'un agent.

Opportunités / Leviers :

- Compétence interne en montage de projet européen
- Présence d'un agent motivé sur les sujets scientifiques et techniques
- Une collectivité de petite taille qui favorise les coopérations entre services
- Un rapport de confiance entre élus et agents
- La volonté politique d'avoir une plus-value sur le service public (culture et numérique) rendu à la population locale, soutenu financièrement.
- Une feuille de route numérique qui définit une stratégie politique
- Le réseau des numériciens, qui permet d'avoir des exemples, des conseils, des pistes pour développer et structurer des actions sur le territoire



Informations sur les participants à l'enquête :

Bruno Van Uytrect - Numéricien et Claire Dubos - Directrice adjointe





Communauté de Communes du Val de l'Aisne

ENTRETIEN AVEC LE SERVICE TOURISME - FORT DE CONDÉ



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

Territoire plutôt rural, peu peuplé et avec une densité de population faible : il y a un enjeu politique sur l'attractivité pour éviter le dépeuplement, notamment au profit des grandes villes avoisinantes. Le Fort de Condé attire des visiteurs locaux, mais aussi de Soissons, Laon et Reims.

La médiation des sciences et techniques qui se développe au Fort participe à la mémoire et à la valorisation du lieu, de son histoire, et par extension, du territoire. Cela permet de faire prendre conscience aux visiteurs des enjeux technologiques qui ont traversé l'histoire du Fort et du territoire, amenant une plus-value à la visite. En ce sens, cela vient nourrir l'enjeu touristique et d'attractivité.

Le Fort développe aussi des activités à destination des scolaires, ainsi que des actions culturelles et de loisir afin d'attirer la population familiale locale.



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

Le Fort de Condé est un équipement de l'intercommunalité, géré par le service tourisme. Le parcours du Fort permet une approche sur les techniques et technologies de la fin XIX, début XX^e siècle, qui ont pu jouer un rôle dans les conflits et guerres. Par exemple la découverte d'une nouvelle poudre explosive, les techniques architecturales de fortification... Le Fort est amené à travailler avec le service jeunesse intercommunal sur l'animation d'ateliers pour les enfants.



Zoom sur : les activités pédagogiques dans le Fort

Depuis peu, le Fort dispose d'une salle pédagogique, d'une salle 3D (qui expose les trouvailles issues de fouilles archéologiques dans le secteur), et d'une salle d'interprétation. Ce sont des espaces qui permettent aux visiteurs, et notamment aux groupes scolaires, d'expérimenter et d'en apprendre plus sur l'histoire de ces techniques de fin XIX^e début XX^e.



Obstacles / Freins :

- Le coût élevé d'entretien de l'équipement (implique d'aller chercher des financements variés). Un coût pouvant être perçu comme non prioritaire de la part de certains élus de petites communes, qui ont peu de budget.
- L'absence d'intérêt pour la médiation des sciences et techniques par des élus peut être un frein au développement de projets qui vont dans ce sens.

Opportunités / Leviers :

- Opportunité circonstancielle : soutien de l' élu qui a pris la présidence
- Appétence personnelle de la responsable du site pour la médiation scientifique et technique
- Ancrage des actions dans un équipement d'envergure : peu menacé sur le long terme, il contribue au rayonnement du territoire
- Compétence interne de gestion de projet - constitution d'une stratégie pour le site sous le format partageable du « plan de conservation »



Informations sur les participants à l'enquête :

Bénédicte Doyen - Responsable du service tourisme

Fiche d'identité territoire :

Département : Aisne
Siège : Presles-et-Boves
Nombre de communes : 58
Nombre d'habitants : 20282
Superficie km² : 395
Densité de population : 51 hab/km²
Densité du département : 72 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Gestion équipements :
Fort de Condé
Services :
Tourisme
Jeunesse
Coordination évènements :
Journée du patrimoine
Projet de festival steampunk

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Équipements et partenaires d'actions de CSTI :
Fablab de Canopé à Laon
Lycée technique Pierre Mechain de Laon
Réseaux :
Musée territoire 14-18
Association des espaces fortifiés des Hauts- de-France





Communauté de Communes du Sud Avesnois

ENTRETIEN AVEC L'ECOMUSÉE DE L'AVESNOIS
ET LE RÉSEAU MÉDI@PASS



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

Le territoire a un passé d'activité industrielle très important, notamment textile et verrier. Une industrie qui a complètement disparu.

Malgré tout, la CSP ouvrier reste surreprésentée sur le territoire, car il y a de l'activité industrielle en métallurgie et dans le domaine de la santé. Parallèlement, il y a moins de cadres et professions intermédiaires, et le niveau de diplôme est plus faible qu'à l'échelle de la région.

Dans ce contexte, la culture scientifique peut se révéler un levier, principalement à destination des jeunes générations, pour donner goût à l'apprentissage, susciter de vocations, sensibiliser aux métiers et formations dans les domaines des sciences et techniques.



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

S'il a un statut d'EPCC, l'Ecomusée de l'Avesnois, soutenu majoritairement par la région et en partie par l'EPCI, joue un rôle structurant pour la diffusion de la culture scientifique sur le territoire.

Depuis 2020, il porte le projet la fête de la science sur le territoire, en partenariat avec d'autres acteurs locaux et intercommunaux : le réseau Médi@pass, le fablab de Fourmies, le Centre Socio-culturel... Des acteurs qui sont amenés, eux aussi, à proposer des activités sur des thématiques scientifiques et techniques tout au long de l'année. Notamment, le réseau intercommunal des médiathèques « Médi@pass » compte sur un médiateur numérique qui anime des ateliers d'initiation à la programmation et au codage.



Zoom sur : le premier parcours scientifique pour la Fête de la science 2020

En octobre 2020, le premier projet collectif pour la fête de la science a été expérimenté sur le territoire. En tant que porteur de projet, l'Ecomusée a été rejoint par le fablab de Fourmies et le réseau Médi@pass afin de proposer un « parcours scientifique », c'est-à-dire, une offre d'activités coordonnées, sur fil directeur commun : « la nature habille l'Homme ». Une mise en route difficile, en temps de crise sanitaire, mais qui a connu un bon accueil du public, présent au rendez-vous.



Obstacles / Freins :

- La volonté de coordonner des actions communes de CSTI comme la fête de la science n'est pas formalisée à un niveau stratégique (au sein des structures), et politique (au sein de l'EPCI). Elle dépend de la bonne volonté individuelle des agents, et cela peut engendrer une implication inégale des différentes parties prenantes, ainsi que des surcharges de travail.
- Dans le cadre des rapports entre élus et agents, la CSTI est « absente des échanges » : il n'y a pas d'attente politique sur le sujet
- Le transport scolaire reste un frein important pour faire venir les classes des villes avoisinantes

Opportunités / Leviers :

- La participation à événement fédérateur comme la fête de la science, permet de créer ou renfoncer des liens et des dynamiques entre acteurs parties prenantes, et engendrer un intérêt pour les sujets scientifiques et techniques



Informations sur les participants à l'enquête :

Laurent Nachbauer - Directeur adjoint de l'Ecomusée de l'Avesnois
Quentin Simon - Coordinateur du réseau Médi@pass

Fiche d'identité territoire :

Département : Nord
Siège : Fourmies
Nombre de communes : 12
Nombre d'habitants : 25206
Superficie km² : 179
Densité de population : 141 hab/km²
Densité du département : 453 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Participation à la gouvernance :
EPCC Ecomusée de l'Avesnois
Services :
Réseau de lecture publique Médi@pass
(9 médiathèques et un centre de documentation)

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Équipements et partenaires d'actions de CSTI :
L@bo de Fourmies
Centre Socio-culturel de Fourmies
Parc naturel régional de l'Avesnois
Ecole de la deuxième chance
Événements :
Fête de la Science (pilotée par l'Ecomusée)
Réseaux :
Ombelliscience
Proscitec





Communauté de Communes des deux Vallées

ENTRETIEN AVEC LA CITÉ DES BATELIERS



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

Petit territoire composé de 16 communes, la plupart assez rurales, enchâssé entre deux bassins de vie : Compiègne et Noyon. De grandes usines encore en activité à proximité, comme Saint-Gobain ainsi que des plaines agricoles. Malgré sa taille modeste, et son côté rural, le territoire présente une densité de population supérieure à la moyenne du département, qui s'explique par la présence de commune plus peuplées sur l'axe routier de l'ancienne RN32. L'équipement intercommunal de la Cité des Bateliers (musée de la batellerie) apporte un rayonnement touristique et une plus-value à l'image du territoire, traversé par le canal latéral à l'Oise et demain par le Canal Seine-Nord-Europe. Les projets de CSTI permettent de créer des dynamiques auprès de publics cibles, à la croisée d'enjeux plus larges, notamment éducatifs et économiques.

Fiche d'identité territoire :

Département : Oise
Siège : Thourotte
Nombre de communes : 16
Nombre d'habitants : 22926
Superficie km² : 113
Densité de population : 203 hab/km²
Densité du département : 140 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Gestion équipements :
Cité des Bateliers

Services :
Tourisme
Environnement
Patrimoine

Coordination événements :
Fête de la Science

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Équipements et partenaires d'actions de CSTI :
Office du tourisme (service mutualisé)

Réseaux :
Ombelliscience
Proscitec
Rémut



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

La CSTI est principalement incarnée par l'équipement intercommunal de la Cité des Bateliers : musée qui propose une approche du transport fluvial aussi bien d'un point de vue historique, patrimonial et technique. Le musée participe chaque année à la fête de la science et possède quelques outils numériques.

Les services patrimoine et environnement de la CC2V peuvent également proposer des activités pédagogiques qui relèvent de la CSTI : animations, parcours d'interprétation autour du patrimoine industriel – balisés par des panneaux (mis en place à partir du travail de l'archiviste – service mutualisé avec la ville de Thourotte).



Zoom sur : le projet « découvrir le passé pour inventer l'avenir, cap ou pas cap ? »

Le territoire, via la Cité des Bateliers, a intégré ce projet qui vise à faire découvrir aux jeunes le patrimoine et l'innovation liés à leur territoire. Dans la première partie du projet, supervisés par une sociologue, des jeunes de 13 à 16 ans réalisent des entretiens avec un batelier, et publient un article dans le bulletin municipal. Dans la deuxième partie, ils travaillent avec une photographe à la réalisation d'une expo-photos qui sera installée le long des berges, et qui met à l'honneur toute une série de métiers fortement liés au canal.



Obstacles / Freins :

- L'EPCI dispose d'un service culture qui n'intègre pas la dimension CSTI (celle-ci est plutôt liée au service tourisme / patrimoine via le musée).
- L'impulsion d'actions de CSTI sur le territoire tient essentiellement à l'action du musée de la batellerie qui a ses propres enjeux internes de fréquentation

Opportunités / Leviers :

- La fête de la science est à l'origine d'une prise de conscience au sujet du rôle du musée en matière de CSTI et de l'explicitation de cet intérêt pour la CSTI.
- L'ancienneté et le rayonnement du musée, bien installé, et les rapports de confiance noués au fil du temps avec les élus et les partenaires



Informations sur les participants à l'enquête :

Rémy Delmet - Directeur de la Cité des Bateliers



©Ombelliscience



Communauté de Communes du Vimeu

ENTRETIEN AVEC LE SERVICE CULTURE - MÉDIATION SCIENTIFIQUE



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

Territoire historiquement industriel, berceau de la serrurerie. Malgré un déclin général de ceux-ci au cours des dernières décennies en France, le bassin et l'emploi industriels restent forts dans le Vimeu. Cependant, difficulté pour les industries à trouver de la main d'œuvre qualifiée. Territoire très agricole également, caractérisé par des exploitations familiales. Peu d'activités touristiques. En termes démographiques, la population est plutôt vieillissante, et plutôt peu qualifiée.

Les enjeux liés aux activités de culture scientifique sont surtout situés autour de la politique enfance et jeunesse : donner le goût de l'apprentissage, initier ou sensibiliser aux thématiques scientifiques et techniques, susciter des vocations...



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

La CSTI est principalement portée par une médiatrice scientifique, agente de l'EPCI dans le service culture. Cette mission a été créée suite au besoin d'animation des TAP (Temps d'Activités Périscolaires). Elle organise et anime des actions de CSTI sur le territoire : Fête de la science ; ateliers et interventions tout au long de l'année et selon demande (scolaires, centre d'animation jeunesse...) ; semaine des mathématiques (éducation nationale) ; événements ponctuels (exemple centenaire de la grande guerre en 2018 - conférence sur les gueules cassées avec le prof. Devauchelle) ; les rallyes scientifiques (2012-2018 dispositif UNESCO/Francas).

D'autres actions portées au niveau du service culture, environnement ou jeunesse peuvent comporter une dimension de culture scientifique, notamment le CLEA (Contrat Local d'Education Artistique et culturelle) 2018-2019 a permis d'organiser une visite d'un site industriel local avec des collégiens.



Zoom sur : animation sur la thématique « sciences au féminin »

Sur la base de l'exposition prêtée par Ombelliscience, et en prenant appui sur les témoignages des femmes qui y ont contribué, la médiatrice scientifique a monté une présentation afin de donner des exemples aux jeunes collégiennes et lycéennes des orientations possibles dans les domaines scientifiques et techniques. Ce projet a été monté d'abord avec le Point Information Jeunesse puis avec deux collèges.



Obstacles / Freins :

- Pas de budget dédié à la CSTI hormis le financement du poste de la médiatrice scientifique : les actions sont financées par les services qui en bénéficient.
- Pas de stratégie politique en matière de CSTI : le poste de la médiatrice scientifique a été créé pour un besoin d'animation enfance - jeunesse.

Opportunités / Leviers :

- Taille de l'EPCI qui permet une proximité dans les équipes, et une grande autonomie de la médiatrice. Rapports de confiance entre agents et élus.
- Une médiatrice scientifique agente de l'EPCI force de proposition
- Un Vice Président élu à la culture intéressé par le sujet de la médiation scientifique et technique.



Informations sur les participants à l'enquête :

Virginie Caumare - Médiatrice scientifique
Hervé Mention - Vice Président à la Culture

Fiche d'identité territoire :

Département : Somme
Siège : Friville-Escarbotin
Nombre de communes : 25
Nombre d'habitants : 22805
Superficie km² : 190
Densité de population : 120 hab/km²
Densité du département : 93 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Services :
Culture - médiation scientifique
Lecture publique
Environnement
Animation jeunesse

Coordination événements :
Fête de la Science
Semaine des mathématiques

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Équipements et partenaires d'actions de CSTI :
UNESCO / Les Francas (pour les rallyes scientifiques)

Liens avec des Réseaux :
Ombelliscience
UIMM (Union des Industries et Métiers de la Métallurgie)





Communauté de Communes Ponthieu Marquenterre

ENTRETIEN AVEC LE SERVICE NUMÉRIQUE - TIERS LIEU NUMÉRIQUE



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

Territoire très rural, vaste, et peu densément peuplé. L'enjeu pour l'intercommunalité est de trouver un juste équilibre pour proposer une offre de services publics suffisamment regroupée pour qu'elle soit de qualité, et suffisamment diffuse pour être proche des habitants. De plus, la population du territoire tend à être vieillissante, il y a un enjeu sur l'attractivité pour que les jeunes générations aient envie d'y rester, de s'y implanter. Le territoire présente des signes de bonne santé économique, avec un tissu de petites et moyennes entreprises assez dense, et un taux de chômage plus faible qu'à l'échelle de la région. L'offre de CSTI, associée au fablab itinérant, associée à des événements type fête de la science, vient contribuer à une dynamique d'attractivité à destination des habitants. Attractivité touristique du littoral et du parc du Marquenterre.



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

La création récente du service numérique, incarné par un tiers lieu, a dès l'origine comporté une composante explicite de CSTI. Celle-ci se manifeste essentiellement via la création d'un fablab qui se veut itinérant, et la coordination de la fête de la science à l'échelle du territoire par le service numérique. Le service numérique a une mission transversale, qui concerne aussi bien un accompagnement à l'appropriation des services publics dématérialisés par les usagers, que la sensibilisation et la pratique numérique sur des usages plus techniques et pédagogiques.



Zoom sur : les enquêtes interactives - fête de la science 2020

Dans le cadre de sa première participation à la fête de la science, coordonnée par le service numérique, la collectivité a proposé deux parcours de découverte pédestre sur les thématiques de la biodiversité et du patrimoine, sous format « d'enquêtes interactives ». Munis de smartphones, via une application dédiée, les participants, essentiellement des familles, sont amenés à explorer différents lieux afin de répondre à des énigmes. Sur ces lieux, des intervenants et partenaires scientifiques interagissent avec les publics sur les thématiques de leurs parcours. Chaque étape permet de recueillir des indices pour la solution globale.



Obstacles / Freins :

- La crise sanitaire a freiné l'ouverture du tiers-lieu, et en conséquence, de la mise en lumière de ce nouveau service

Opportunités / Leviers :

- Une culture du travail interservices : cela permet une coopération fluide entre différents services.
- La compétence scolaire, qui permet d'avoir accès à tout un réseau de bâtiments qui peuvent servir pour les actions itinérantes.
- Une DGS porte-parole de la CSTI auprès des élus - permet d'intégrer la CSTI dans les orientations stratégiques
- Le projet culturel intercommunal : « accompagner les initiatives et projets en lien avec la culture scientifique, technique et industrielle »



Informations sur les participants à l'enquête :

Isabelle Mouze-Esteves - Directrice Générale des Services
Diane Belpaume - Coordinatrice du service numérique

Fiche d'identité territoire :

Département : Somme
Siège : Rue
Nombre de communes : 71
Nombre d'habitants : 33144
Superficie km² : 783
Densité de population : 42 hab/km²
Densité du département : 93 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Gestion équipements :
Tiers lieu numérique
Centres de loisir / ALSH
Participation à la gouvernance :
Syndicat mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard
(dont fait partie le parc du Marquenterre)
L'office du tourisme (soutien par la ville de Rue et l'EPCI)
Services :
Service numérique
Animation jeunesse
Coordination événements :
Fête de la Science

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Équipements et partenaires d'actions de CSTI :
Le syndicat mixte Baie de Somme 3 Vallées
Le syndicat mixte Baie de Somme - Grand Littoral Picard
Réseaux :
Réseau régional des numériciens





Fiche d'identité territoire :

Département : Nord
Siège : Cambrai
Nombre de communes : 55
Nombre d'habitants : 81906
Superficie km² : 411
Densité de population : 199 hab/km²
Densité du département : 453 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Gestion équipements :
Le Labo de Cambrai (acteur principal)

Services au Labo :
Culture sous 4 axes :
• Lecture publique
• Patrimoine écrit
• Patrimoine architectural
• CSTI

Coordination événements :
Février des sciences

Autres équipements :
L'Archéo'site et le Cambrai Tank 1917

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Équipements et partenaires d'actions de CSTI :
5 bibliothèques municipales
Centres socio-culturels
Service municipal Enfance et Jeunesse de Cambrai



Communauté d'Agglomération de Cambrai

ENTRETIEN AVEC LE SERVICE CSTI DU LABO DE CAMBRAI



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

Territoire avec un pôle urbain au niveau de Cambrai, entouré de nombreuses communes plutôt rurales.

La politique culturelle de l'EPCI se traduit par 5 axes :

- Offrir les lieux et les opportunités de la confrontation avec les œuvres, cultures et savoirs
- Permettre la rencontre avec les domaines artistiques et culturels dans leur pluralité, et notamment la culture scientifique, technique et industrielle
- Développer la formation en accompagnant les structures d'enseignement artistique
- S'appuyer sur les richesses du territoire pour développer une politique des patrimoines
- Lutter contre les inégalités d'accès à la culture et tendre ainsi vers l'objectif de généralisation de la démocratisation culturelle.

La politique CSTI est mise en œuvre au sein du nouvel équipement culturel et touristique : le Labo, où elle s'additionne à plusieurs volets (lecture publique, numérique, patrimoine). L'un des objectifs est de mailler le territorial avec l'offre culturelle, au sens large, pour qu'elle s'adresse à toute la population de l'intercommunalité.



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

Le Labo de Cambrai est un équipement hybride, créé par l'EPCI avec pour ambition de regrouper plusieurs champs culturels, parmi lesquels la CSTI, en un seul espace. La mission de CSTI, disposant d'un espace spécifique, d'un budget dédié et de deux salariés affectés, se déploie à l'intérieur des murs mais aussi à l'extérieur. Le chargé de mission CSTI a un rôle de coordinateur territorial, notamment auprès des bibliothèques, acteurs culturels et socio-culturels du territoire ainsi que les partenaires de l'éducation nationale. Il travaille sur des partenariats d'actions avec deux autres équipements de l'EPCI : l'Archéo'site et le Cambrai Tank 1917.



Zoom sur : Le Février des Sciences

Le Février des Sciences est un temps fort dédié aux sciences qui s'intègre dans la programmation culturelle annuelle du Labo. Un des objectifs de cet événement est de fédérer un maximum de partenaires sur le territoire de la communauté d'agglomération de Cambrai autour des sciences. Chaque année une thématique est mise à l'honneur. La transversalité est fortement présente.



Obstacles / Freins :

- Au début, les partenaires du réseau se sentaient peu légitimes à s'emparer de sujets de sciences. Ce frein s'est désamorcé par l'accompagnement.
- Un territoire vaste, avec 55 communes, qu'il n'est pas aisé de mailler. Cela demande du temps et de la coordination.

Opportunités / Leviers :

- Création d'une mission de CSTI intégrée à un équipement structurant, portée politiquement et financée par un budget dédié. Cela représente des ressources et de l'accompagnement disponible pour tous les acteurs du territoire
- Un événement fédérateur comme « Février des Sciences » a aussi contribué à fédérer, et à sensibiliser les acteurs locaux sur les sciences et leur capacité à faire de la médiation scientifique. C'est « une porte d'entrée ».



Informations sur les participants à l'enquête :

Gérald Delfolie - Médiateur scientifique et Chef du service CSTI



Communauté d'Agglomération du Beauvaisis

ENTRETIEN AVEC LE RÉSEAU INTERCOMMUNAL DES BIBLIOTHÈQUES



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

La communauté d'agglomération du Beauvaisis se situe au carrefour de Paris et d'Amiens : valoriser les expertises locales peut représenter un enjeu de développement économique, et d'attractivité du territoire. Présence d'un pôle d'expertise, d'entreprises et recherches dans le domaine des techniques et machines agricoles (Unilasalle, Agrilab, usine Massey et Fergusson, Isagri).

L'intercommunalité et la ville de Beauvais portent un projet culturel commun et mutualisent de nombreux services.



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

La mutualisation de services entre la ville et l'EPCI permet d'inclure dans le périmètre de l'action intercommunale plusieurs types d'acteurs, y compris des structures municipales qui œuvrent au partage des sciences. C'est le cas de H2O et de l'Ecospace, avec une orientation sur les sciences de la vie et l'environnement.

Le réseau intercommunal des médiathèques, relevant du service de lecture publique de l'EPCI, construit une programmation territoriale autour de la fête de la science avec les 5 médiathèques du réseau et des bibliothèques partenaires. Celles-ci peuvent proposer des activités de médiation des sciences à l'occasion d'autres événements, en lien notamment avec le développement durable et l'environnement.

La présence d'Unilasalle sur le territoire est un atout, c'est un acteur ressource pour monter des partenariats autour de la médiation scientifique.

Des missions intégrées au service développement économique permettent de valoriser l'innovation locale auprès des jeunes en formation.



Zoom sur : projet de création d'un tiers lieu dans une médiathèque

Un projet de création d'un tiers lieu avec une offre de fabrication numérique (fablab) est en cours pour une des médiathèques du réseau. Parmi les ambitions de ce projet : accueillir davantage de public jeune et adolescent, ainsi que tisser des liens avec les 2 autres fablabs du territoire. Ce lieu pourrait développer une offre de culture scientifique.



Obstacles / Freins :

- Période de changement pour certains opérateurs porteurs d'initiatives de CSTI, notamment renouvellement de ressources humaines et redéfinition des principales orientations
- Pas de mission de coordination territoriale définie pour la CSTI dans les services intercommunaux

Opportunités / Leviers :

- Mutualisation de services et projet culturel commun ville/EPCI
- Embauche d'une personne ressource en sciences au sein du réseau des médiathèques
- Perspective de l'ouverture d'un tiers lieu qui amènera de nouvelles dynamiques pour le partage des savoirs



Informations sur les participants à l'enquête :

Coralie Bournonville - Directrice du réseau des médiathèques
Benoit Morel - Responsable secteur audiovisuel et numérique

Fiche d'identité territoire :

Département : Oise
Siège : Beauvais
Nombre de communes : 53
Nombre d'habitants : 102607
Superficie km² : 306
Densité de population : 335 hab/km²
Densité du département : 140 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Équipements :
Réseau des médiathèques (5 médiathèques)
Services :
Lecture publique
Développement économique : programme de soutien à l'enseignement supérieur, recherche et innovation ; innovation agricole
Événements :
Fête de la Science

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Autres structures porteuses ou partenaires d'actions de CSTI :
Lab Langevin ; Agrilab ; Label Territoire d'industrie
Université : Unilasalle, UPJV, Proméo Formation
Équipement municipal : H2O, Ecospace
Associations : MEF du pays du grand Beauvaisis, Les savants fous, Alep, Collembole Ateliers de la Bergerette
Événements :
Journées du patrimoine
Pint of Science
Semaine du développement durable





Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers

ENTRETIEN AVEC LE SERVICE ARCHÉOLOGIQUE
ET LA MAISON DU NUMÉRIQUE



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

Territoire à la fois urbain et rural, regroupant 6 communes de moins de 1000 habitants, 6 communes entre 1000 et 5400 habitants, et 2 communes plus peuplées, dont Calais avec 73000 habitants. Le territoire a vécu un redécoupage intercommunal récent sujet à controverse. Territoire littoral en grande partie, concerné par les risques de submersion marine.

Le service d'archéologie travaille en étroite collaboration d'environnementalistes sur cette problématique. L'étude des modes de vies passés permet de mieux comprendre l'évolution de l'environnement et des enjeux environnementaux actuels. Cela contribue aussi de donner un sens historique au territoire.



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

Il n'y a pas d'équipement ou service qui joue un rôle de coordination ou de tête de pont en matière de CSTI, cependant, le service intercommunal d'archéologie, et la Maison du Numérique et de l'Innovation (MNDI - association financée principalement par l'EPCI et la ville de Calais) travaillent, chacun dans leurs domaines, au partage de savoirs scientifiques et techniques.

Le service archéologique : Parmi ses missions, le service archéologique travaille à produire de la médiation en archéologie principalement à destination des publics locaux. Cela passe par la conception et l'animation d'expositions, d'ateliers, ou encore par la coordination d'événements du type rallye de l'archéologie ou journées européennes de l'archéologie et du patrimoine.

La MNDI : propose des ateliers de fabrication numérique : une formule plutôt clé en main, tous publics, dans le fablab situé dans le centre commercial. Des ateliers à destination des scolaires, avec une dimension d'apprentissage autour du processus de fabrication, ainsi que des ateliers robotiques (robot dessinateur), avec du codage. La MNDI travaille aussi avec des acteurs de l'insertion sociale.



Obstacles / Freins :

- Pas de service ou équipement intercommunal « moteur » en matière de CSTI : peu de coordination sur un dénominateur commun de la médiation des sciences et techniques par les services et équipements en place - peu de synergies entre acteurs intercommunaux sur le sujet
- Pas de budget fixe pour les actions de culture scientifique du service archéologie (demandes annuelles) et problématique du déphasage du calendrier des événements et des commissions de l'intercommunalité

Opportunités / Leviers :

- Intérêt des élus pour la thématique du numérique qui peut être une porte d'entrée pour développer de la médiation des sciences et techniques
- Présence de ressources et compétences dans les services et équipements ayant des pratiques de médiation des sciences et techniques
- Présence de l'ULCO, partenaire commun des deux services interrogés



Informations sur les participants à l'enquête :

Karl Bouche - Directeur du service d'archéologie et Elodie Muys - Directrice de la maison du numérique et de l'innovation (MNDI) du Calaisis

Fiche d'identité territoire :

Département : Pas-de-Calais
Siège : Calais
Nombre de communes : 14
Nombre d'habitants : 105269
Superficie km² : 184
Densité de population : 572 hab/km²
Densité du département : 220 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Participation à la gouvernance : MNDI
Gestion équipements : Office du tourisme
Services :
Archéologie
Patrimoine
SIG
Environnement
Coordination événements :
Rallye de l'archéologie
Journées du patrimoine

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Équipements et partenaires d'actions de CSTI :
ULCO
Repair café
FRCPM
Centres sociaux
PJJ
SAS Coluche



©service archéologie



Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer

ENTRETIEN AVEC LE SERVICE ACTION ECONOMIQUE ET EMPLOI CA-PSO



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

Territoire vaste, à la fois urbain et rural. Un enjeu de territoire : que l'offre de service public développée autour de Saint-Omer soit aussi accessible aux habitants plus éloignés. Concernant la CSTI, il faut penser l'itinérance et l'appui sur des structures relai. Le territoire est aussi marqué par l'industrie : il y a une ambition politique de donner envie aux jeunes générations de se tourner vers les métiers de l'industrie. La CSTI peut être un moyen de faire découvrir autrement les disciplines et métiers techniques et scientifiques en lien avec l'industrie.



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

La création en 2019 d'une mission (partielle) de CSTI, permet d'avoir une personne en charge de la coordination d'actions et événements fédérateurs à l'échelle du territoire, et qui peut faire le lien entre les différents services et structures qui œuvrent au partage des connaissances. Notamment, des structures soutenues par l'EPCI et qui œuvrent au partage de connaissances scientifiques et techniques telles que : la Coupole, le fablab de la station, la maison du marais, Enerlya. Ces structures proposent des ateliers, animations, expositions tout au long de l'année. Certaines comme La Coupole ou La maison du marais ont des compétences de conception d'expositions et d'animations.

Sur le volet culture, la Bibliothèque de l'Agglomération de Saint Omer (BAPSO) participe à la fête de la science. L'enjeu est de développer davantage des activités de médiation scientifique tout au long de l'année, ainsi que dans les bibliothèques du réseau intercommunal.

La mission sur l'enseignement supérieur permet de tisser des ponts avec des établissements (exemple école d'ingénieur) soutenus par l'intercommunalité.



Zoom sur : Participation à la semaine de l'industrie

Permet de proposer des visites d'industries et des actions auprès de jeunes pour la découverte des métiers et des filières d'orientation.



Obstacles / Freins :

- Parfois, des difficultés à mettre en œuvre certaines coopérations
- Une coordination complexe au regard de l'étendue et diversité du territoire
- Dispositif pour le financement de la mission de CSTI sur trois ans : l'arrivée à échéance implique de revoir la structuration de la mission

Opportunités / Leviers :

- La présence d'un tissu d'acteurs soutenus par l'intercommunalité, qui œuvrent dans différents domaines en lien avec la culture scientifique
- La création d'une mission de coordination de CSTI au sein du service de développement économique, assortie d'un budget pour les actions
- La coordination d'un événement fédérateur tel que la fête de la science par l'intercommunalité permet d'impulser de l'interconnaissance et de la coopération entre acteurs locaux



Informations sur les participants à l'enquête :

Caroline Barbier - Direction Action Economique et Emploi CA-PSO

Fiche d'identité territoire :

Département : Pas-de-Calais
Siège : Longuenesse
Nombre de communes : 53
Nombre d'habitants : 105743
Superficie km² : 543
Densité de population : 195 hab/km²
Densité du département : 220 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Financement d'équipements :
La Coupole, La Station, La Maison du Marais
Gestion équipements :
BAPSO, Enerlya

Services :
Développement économique Environnement
Soutien à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche

Coordination événements :
Fête de la science
Semaine de l'industrie

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Équipements et partenaires d'actions de CSTI :
EILCO
LPO
Eden 62 - LA grange nature
Label Pays d'Art et d'Histoire
Office du tourisme
Entreprises locales
Événements :
Journées du patrimoine





Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD)

ENTRETIEN AVEC LE PALAIS DE L'UNIVERS ET DES SCIENCES (PLUS)
ET LA HALLE AUX SUCRES - LIEU VIVANT POUR LA VILLE DURABLE



Caractéristiques et enjeux du territoire en lien avec la culture scientifique :

Un territoire aux multiples caractéristiques : zone littorale, port d'envergure, polder, espaces naturels, présence d'une centrale nucléaire... La ville de Dunkerque qui exerce une influence forte sur le reste du territoire intercommunal. L'histoire récente est marquée par un afflux massif démographique, lié aux activités du port et aux activités industrielles. Ce contexte entraîne la création de la communauté urbaine (CU) en 1968, qui compte parmi les premières de France (première CU « volontaire » de France). La situation économique se dégrade ensuite, stoppant l'expansion démographique sur le territoire. L'un des grands équipements culturels de la CUD, la Halle aux sucres, est lié à ce passé industrialio-portuaire (ancien bâtiment d'entrepôt de sucre de 1898).



Formes d'implication de l'EPCI en culture scientifique :

En 1989 : création du planétarium de Cappelle-la-Grande, à l'initiative du maire, qui deviendra le Palais de l'Univers et des Sciences (PLUS) en 2009 (reprise de la gestion par la CUD en 1998). C'est l'un des équipements de culture scientifique, portés par une intercommunalité, de plus grande envergure en Hauts-de-France.

Le PLUS, la Halle aux sucres (tiers lieu axé sur la ville durable) et le zoo, font partie des grands équipements de l'EPCI, rattachés à la compétence culture, qui œuvrent au partage des savoirs. Ils participent à des actions communes, notamment la fête de la science.

Les Balises, réseau des bibliothèques de l'agglomération, peut également être impliqués dans des actions de partage des sciences.



Zoom sur : la participation de la CUD à la fête de la science 2021

Comme chaque année à l'occasion de la fête de la science, un village des sciences, regroupant de nombreux stands, s'est tenu dans l'enceinte du PLUS. Une nouveauté en 2021 : la tenue du festival du CNRS en ce lieu.

Autre nouveauté : un parcours scientifique sur le territoire de l'agglomération, impliquant divers acteurs - PLUS, ULCO, Halle aux Sucres, réseau Les Balises, maisons de quartier, entreprises....



Obstacles / Freins :

- La coordination territoriale des actions de CSTI est portée par des agents des grands équipements. Complexité d'une double ambition : assurer la mission d'accueil des publics et animer une dynamique territoriale autour de la CSTI.

Opportunités / Leviers :

- Volontarisme politique sur les grands équipements
- Des politiques à destination des habitants qui impactent positivement tous les secteurs d'action publique, comme la gratuité des transports
- Des opportunités d'impulsion de partenariats mobilisant les acteurs de CSTI
- Un territoire qui compte de nombreux acteurs qui œuvrent dans des domaines divers liés à la CSTI - présence d'expertises variées dans le champ de la médiation des sciences et techniques (acteurs ressources)



Informations sur les participants à l'enquête :

Bernard Levant - Directeur du PLUS

Celine Lozach - Cheffe de projet à la Halle aux sucres

Fiche d'identité territoire :

Département : Nord

Siège : Dunkerque

Nombre de communes : 17

Nombre d'habitants : 196901

Superficie km² : 300

Densité de population : 656 hab/km²

Densité du département : 453 hab/km²

L'EPCI soutient la culture scientifique via :

Gestion équipements :

PLUS

Halle aux Sucres

Zoo

Services :

Développement social - Grands équipements

Transition écologique

Lecture publique : réseau de bibliothèques

« les balises »

Coordination événements :

Fête de la science

La culture scientifique se manifeste aussi via :

Équipements et partenaires d'actions de CSTI :

Musée Portuaire, Le studio 43, Le LAAC,

Centrale de Gravelines, ULCO, INRAP,

Forum départemental des Sciences,

Associations (astronomie, radioamateurs...)



Analyses croisées

FORMES D'IMPLICATION DES INTERCOMMUNALITÉS EN CULTURE SCIENTIFIQUE

Les différentes formes d'expression de la culture scientifique sur les territoires observés

L'offre de culture scientifique est rarement définie par une politique intercommunale spécifique. Elle est la plupart du temps rattachée à un équipement géré ou financé par l'EPCI, ou aux missions d'un agent d'un service intercommunal, qui porte des actions de culture scientifique, et qui en est, la plupart du temps, à l'initiative.

La terminologie de « culture scientifique, technique et industrielle » n'est pas toujours utilisée par ces acteurs pour définir les actions ou orientations qui concernent la médiation des savoirs. Toutefois, tous ont reconnu que leurs actions, au moins en partie, contribuaient au partage des savoirs scientifiques et techniques et/ou à la découverte de la démarche scientifique.

Parmi les territoires observés, quelques-uns se sont dotés spécifiquement d'une mission, d'un service ou d'un équipement de CSTI. C'est le cas par exemple de la communauté de communes du Vimeu, qui compte **une médiatrice scientifique** parmi ses agents, missionnée d'animer, à l'échelle du territoire, des activités de culture scientifique. C'est aussi le cas de la Communauté d'agglomération de Cambrai qui a défini **un service de CSTI** au sein d'un équipement culturel hybride, le « Labo ». Ce service composé de deux salariés, a une mission d'animation interne, mais aussi territoriale, de CSTI. C'est encore le cas de la Communauté Urbaine de Dunkerque, qui porte **un équipement de culture scientifique**, le Palais de l'Univers et des Sciences, et l'ensemble des ressources humaines affectées.

Sur d'autres territoires, la CSTI s'exprime au travers d'équipements ou services relevant d'un domaine dans lequel **la médiation des sciences et techniques peut avoir une place importante, mais non exclusive**. Il peut s'agir d'un équipement d'intérêt patrimonial, historique, et/ou portant sur une thématique liant science et société : par exemple, le musée de la batellerie (CC des deux vallées), l'Ecomusée de l'Avesnois (EPCC soutenu par la CC du sud Avesnois, portant sur l'industrie verrière et textile du XIX^e siècle), Le Fort de Condé (CC du val de l'Aisne - fort fin XIX^e qui aborde les techniques et technologies militaires de la période), pour ne citer que ceux-ci.

La CSTI peut également s'exprimer au travers d'activités proposées par des **services intercommunaux divers** : numérique (CC du Ponthieu Marquenterre, CC de la Champagne Picarde), lecture publique (CA du Beauvaisis), archéologique (CA du Grand Calais), ou encore développement économique (CA-PSO). Ces services peuvent être couplés ou non à des équipements d'accueil de public (tiers lieu, médiathèque...).



© OmBellscience

La Culture Scientifique, Technique et Industrielle et les compétences des EPCI

La CSTI, au sens strict du terme, ne compte pas parmi les compétences obligatoires ou optionnelles des EPCI. C'est une compétence déléguée aux régions en 2014 par l'Etat, et définie par une stratégie nationale (mars 2017) et des stratégies régionales (novembre 2018 en Hauts-de-France). Néanmoins, les EPCI peuvent contribuer au développement de la CSTI sur leurs territoires, de diverses façons, avec des degrés plus ou moins importants d'implication.

Les actions de culture scientifique, technique et industrielle, qu'elles soient explicitement définies ainsi ou non, peuvent être rattachées à des compétences diverses des EPCI : culture, patrimoine, numérique, développement économique, tourisme, soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche, lecture publique, environnement, archéologie préventive, jeunesse... Il n'y a pas de règle en la matière, la CSTI se manifeste là où il existe une volonté pour la médiation des savoirs.

La structuration des actions de CSTI dans les EPCI

DANS LES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES :

Les communautés de communes ont pour particularité d'avoir un nombre d'habitants relativement faible. Les 6 communautés de communes observées comptent entre 20 000 et 33 000 habitants. Elles ont pour la plupart une densité de population assez faible également, mais cela n'est pas une règle. De 36 à 51 habitants par km² pour les 3 moins densément peuplées, de 120 à 203 habitants pour les plus densément peuplées.

Un autre point commun partagé par ces territoires est le fait d'avoir des moyens plus modestes que des territoires plus peuplés lorsqu'il s'agit de développer une politique culturelle, touristique, patrimoniale, numérique, environnementale... Autant de compétences dans lesquelles peuvent s'insérer les actions de CSTI. De ce fait, des choix stratégiques restreints doivent être observés pour développer ces politiques, qui se résument en 3 points :

- **Gérer ou financer un équipement phare, structurant** : cela permet de centraliser des moyens dans un équipement qui peut avoir un rayonnement touristique, et de disposer de ressources humaines, d'espace, de matériel, pour développer des actions dans des champs diversifiés. C'est le cas, par exemple, du Fort de Condé (CC Val de l'Aisne) et de la Cité des Bateliers (CC des 2 Vallées). Dans une certaine mesure, l'écomusée de l'Avesnois (CC Sud Avesnois) peut aussi rentrer dans cette catégorie bien que son statut d'EPCC implique un rôle plus faible de l'EPCI dans sa gouvernance et dans son financement.
- **Gérer ou financer un équipement structurant de taille moyenne, et développer des actions en antennes relais** : c'est le cas du faitout connecté (CC Champagne Picarde), et du service numérique de la CC Ponthieu Marquenterre, sur le volet numérique. Cela permet d'avoir un point d'accueil physique, des ressources humaines et matérielles, et de développer une stratégie d'itinérance pour permettre aux habitants plus éloignés géographiquement d'avoir accès au service public proposé. C'est une stratégie plutôt bien adaptée à des territoires vastes, ce qui caractérise aussi les 2 territoires cités (578 et 783 km² respectivement).
- **Intégrer une mission de coordination territoriale de la CSTI dans un service** : c'est le cas de la CC du Vimeu, qui compte parmi ses agents une médiatrice scientifique, qui coordonne des actions en prenant appui sur les structures de proximité (CAJ, écoles...). Parmi les 6 CC, c'est la seule ayant une agente spécifiquement missionnée sur la CSTI.

DANS LES COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION ET COMMUNAUTÉS URBAINES :

Les Communautés d'agglomération et communautés urbaines sont des intercommunalités comptant un plus grand nombre d'habitants, ainsi qu'au moins un grand pôle urbain. Elles peuvent aussi être concernées par des problématiques liées à la ruralité et à la distanciation géographique de certains habitants des principaux équipements et services.

- Pour ces autres types d'intercommunalités observées, plus peuplées et ayant davantage de moyens, il peut y avoir **un cumul d'équipements d'envergure** soutenus par l'EPCI, qui se différencient par **une spécialisation thématique** (dans certains cas, cela peut être un équipement de CSTI clairement identifié). C'est le cas, par exemple, de la Communauté Urbaine de Dunkerque avec le PLUS, la Halle aux Sucres et le zoo.
- Ce sont des EPCI qui peuvent s'être dotés de **compétences spécifiques**, comme l'archéologie, ou le programme de soutien à la recherche et à l'enseignement supérieur, qui comportent une mission de médiation des savoirs vers les publics. C'est le cas, par exemple, la Communauté d'Agglomération du Grand Calais Terres et Mers.
- La présence de multiples équipements et services qui font de la CSTI peut aussi être complétée par **une mission de coordination territoriale** pilotée par un agent de l'EPCI pour les actions de médiation scientifiques et techniques. C'est ce qui s'observe à la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint Omer ainsi qu'à la Communauté d'Agglomération de Cambrai.

Les partenaires des actions de CSTI dans les EPCI :

Les acteurs qui animent une offre de culture scientifique dans les intercommunalités s'entourent de partenaires pour la réalisation de leurs projets et/ou pour la structuration de leurs actions. Ces partenaires peuvent avoir différents rôles :

LES « ACTEURS RESSOURCE » DU « PERSONNES RESSOURCE »

Ce sont les acteurs et personnes auprès desquels il est possible de trouver conseil, information, voire accompagnement, à la fois sur les thématiques scientifiques et techniques, ou encore sur les méthodes de médiation et d'animation, afin de développer des projets de médiation des sciences et techniques. Certains acteurs peuvent aussi prêter des ressources matérielles pour la médiation (expositions, jeux pédagogiques...).

Exemples de « acteurs/personnes ressources » : scientifiques, chercheurs, enseignants issus d'universités, laboratoires et institutions de recherche (ULCO, Unilasalle, Université de Lille...) ; experts de domaines scientifiques ou techniques (environnement, numérique...) issus du milieu associatif ou de services de collectivités ; des acteurs de la médiation scientifique (Forum des Sciences, Ombelliscience...), acteurs de l'éducation populaire (Les Francas...).

LES « ACTEURS SUPPORT »

Ce sont les services ou acteurs de la collectivité détenteurs d'une expertise, qui peuvent venir en support sur une partie du projet. *Exemples « d'acteurs support » : service en charge du SIG (Système d'Information Géographique), service environnement, service prévention des risques de submersion...*

LES « ACTEURS RELAIS »

Ce sont les acteurs locaux qui disposent d'un lieu dans lequel une action de culture scientifique peut se déployer, et/ou qui touchent un public spécifique.

Exemples « d'acteurs relais » : éducation nationale (écoles, collèges, lycées), équipements culturels et socio-culturels communaux (bibliothèques, centres socio-culturels, centres d'animation jeunesse, point information jeunesse...), acteurs de l'insertion (école de la deuxième chance, protection judiciaire de la jeunesse...)...

LES RÉSEAUX

Ce sont les acteurs qui permettent la mise en réseau avec d'autres, œuvrant à l'interconnaissance et aux échanges de pratiques qui nourrissent les projets et la structuration des actions. Ils peuvent aussi être source de conseils et ressources en CSTI. *Exemples de réseaux : Proscitec, Ombelliscience, réseau des numériciens...*

PARTICULARITÉS ET ENJEUX DES TERRITOIRES

Chaque territoire a ses particularités issues de sa situation géographique et socio-économique, de son environnement, de son histoire, de son patrimoine... Ces particularités sont en écho avec certains enjeux stratégiques, politiques du territoire, dans lesquels les actions de CSTI peuvent jouer un rôle.

L'analyse d'une sélection d'indicateurs socio-démographiques, à partir de données INSEE, permet de dresser un aperçu d'ensemble des problématiques auxquelles les 11 territoires observés sont amenés à faire face. Considérer ces problématiques est une première étape permettant, dans un deuxième temps, de contextualiser l'offre de culture scientifique au regard des enjeux stratégiques et politiques auxquelles elles peuvent répondre.

Caractéristiques socio-démographiques des territoires : analyse de données INSEE

Les caractéristiques socio-démographiques sont explorées ci-dessous au travers **de données INSEE 2007 et 2017 relatives aux 11 territoires, à partir de 3 ensembles d'indicateurs** : les catégories socio-professionnelles, le chômage et le niveau de diplôme de la population. Ces indicateurs sont traités de façon croisée, pour les 11 territoires, et comparés aux mêmes indicateurs à l'échelle régionale.

CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (CSP) DE LA POPULATION DE PLUS DE 15 ANS NON SCOLARISÉE

D'après les données INSEE 2017, la tendance observée dans les 11 territoires concernés, par rapport aux indicateurs régionaux Hauts-de-France, indique :

Données
INSEE
2007 et
2017

Moins
de cadres et
professions
intellectuelles
supérieures

C'est une tendance particulièrement marquée sur certains territoires, allant jusqu'à -60% par rapport à la répartition régionale.

Une part des
agriculteurs très
variable

Sur certains territoires, elle peut être jusqu'à 5 fois supérieure à la moyenne régionale, tandis que sur d'autres, elle est jusqu'à 5 fois inférieure à celle-ci. On retrouve davantage d'agriculteurs en communautés de communes.

Plus
d'ouvriers

Cette tendance concerne principalement des communautés de communes.

Un peu moins
de professions
intermédiaires

Une part des
personnes sans
activités variable

Lorsqu'elle est inférieure à la part régionale, cela concerne surtout des communautés de communes.

Plus
de retraités

Observation : Une moindre présence des CSP supérieures amène une interrogation sur le niveau de qualification de la population, qui est exploré ci-après. La forte part d'emplois ouvriers reflète la présence d'une activité industrielle qui garde une place d'importance sur les territoires observés, alors que c'est un secteur qui peut souffrir d'un manque de main d'œuvre qualifiée, et peut manquer d'attractivité auprès des jeunes générations.

TAUX DE CHÔMAGE PARMI LA POPULATION ACTIVE 15-64 ANS

Concernant le taux de chômage, la situation des 11 territoires est variable :

Données
INSEE
2007 et
2017



**Un tiers a un taux supérieur
à celui de la région**
*cela concerne principalement les EPCI
les plus peuplés*



**Un tiers a un taux inférieur
à celui de la région**
*cela concerne uniquement des communautés
de communes*



**Un tiers a un taux sensiblement
équivalent à celui de la région**

Observation : Parmi les 11 territoires observés, les communautés de communes présentent, dans l'ensemble, une meilleure santé économique en ce qui concerne le taux de chômage par rapport aux communautés d'agglomération ou à la communauté urbaine.

ÉVOLUTION DU NIVEAU DE QUALIFICATION ENTRE 2007 ET 2017 : PART DES PERSONNES SANS DIPLÔME ET PART DES PERSONNES AVEC DIPLÔME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PARMI LA POPULATION NON SCOLARISÉE DE 15 ANS ET +

Une tendance globale s'observe sur les 11 territoires (en rapport aux indicateurs Hauts-de-France) :

Données
INSEE
2007 et
2017

Les territoires observés comptent, dans l'ensemble, davantage de personnes sans diplôme en 2017 (par rapport aux Hauts-de-France).

Si entre 2007 et 2017, la part des personnes sans diplôme diminue sur l'ensemble des 11 territoires, des écarts importants subsistent sur certains d'entre eux :

31 à 35%
de la population est sans diplôme / **26.5%**
contre
en Hauts-de-France

Cela concerne 3 communautés de communes et 1 communauté d'agglomération.

Il y a moins, voire beaucoup moins de personnes avec un diplôme de l'enseignement supérieur. Si la part des personnes ayant un diplôme de l'enseignement supérieur progresse en dix ans sur les 11 territoires, cette progression reste en deçà de la progression observée à l'échelle des Hauts-de-France. En conséquence, les écarts se creusent sur la période. Notamment sur 2 EPCI :

14.6%
de la population a un diplôme
de l'enseignement supérieur / **24.5%**
contre
en Hauts-de-France en 2017

Soit un écart de près de 10%. Les communautés de communes affichent les parts les plus faibles sur cet indicateur.

Observation : Dans une grande partie des territoires observés, le niveau de qualification de la population (d'après les deux indicateurs retenus) est plus bas que celui observé à l'échelle de la région. Les communautés de communes observées semblent davantage concernées par un faible niveau de qualification relatif à celui observé en Hauts-de-France. Ce constat est à nuancer avec la progression observée entre 2007 et 2017. En 10 ans, les indicateurs présentent une évolution qui va dans le sens d'une meilleure qualification de la population, toutefois cette progression se fait à un rythme variable, ne permettant pas toujours de rattraper les écarts avec les indicateurs régionaux. L'indicateur de la part des personnes sans diplômes est celui où l'on observe une évolution plus soutenue, et diminue considérablement sur l'ensemble des 11 territoires. En revanche, il y a une marge de progression importante, notamment en ce qui concerne la part de la population avec un diplôme de l'enseignement supérieur.

La culture scientifique dans les EPCI et les problématiques de territoire

Les actions de CSTI, intégrées à diverses politiques publiques intercommunales, peuvent contribuer à répondre à différentes problématiques propres à chaque territoire. Cela dépend des finalités données à ces politiques et des publics auxquelles elles s'adressent.

À partir des exemples observés dans cette enquête, voici un aperçu des liens possibles entre actions de CSTI et problématiques de territoire :

Problématique	Finalité	Public cibles	Exemples d'actions
Chômage, attractivité économique	Valorisation des filières économiques locales		Participation à la semaine de l'industrie - Visites d'entreprises / sites industriels avec un accompagnement pédagogique, de collégiens et lycéens (CA-PSO)
Faible qualification de la population, insertion économique des jeunes	Faire connaître les métiers, en suscitant des vocations chez les jeunes dans les entreprises du territoire	Jeunes de l'EPCI en formation ; Entreprises du territoire	Inscription dans le projet « Découvrir le passé pour inventer l'avenir, cap ou pas cap ? - Patrimoine scientifique et technique, innovation » pour accompagner des jeunes à la découverte d'activités liées au patrimoine et à l'innovation locales (CC deux Vallées, CC sud Avesnois)
Décrochage scolaire ; Inégalités d'accès de certains jeunes aux filières scientifiques et techniques	Politique jeunesse : donner le goût d'apprendre, éveiller la curiosité désintéressée.	Enfance et jeunesse de l'EPCI <i>Cible spécifique : des jeunes « éloignés » des sciences (jeunes filles, jeunes de milieux défavorisés...)</i>	Ateliers de médiation scientifique et technique à destination de jeunes filles (CA-PSO, CC Vimeu...) ; ateliers avec l'école de la deuxième chance (Ecomusée de l'Avesnois)
Image du territoire ; attractivité de territoires ruraux	Attractivité touristique - valorisation des atouts culturels du territoire	Touristes non-résidents de l'EPCI, touristes étrangers	Musée vitrine des atouts culturels du territoire : CC 2 vallées avec la Cité des Bateliers sur la batellerie fluviale (territoire bientôt traversé par le canal seine-nord-Europe), CC Val de l'Aisne avec le Fort de Condé sur le patrimoine historique militaire
Territoire rural, vaste, peu peuplé	Favoriser le « bien-vivre » local, via l'accès à des offres de services publics de qualité ; notamment des offres culturelles locales et familiales		Le service numérique de la CC Ponthieu Marquenterre et de la CC Champagne Picarde ont mis en place une feuille de route numérique qui comprend une offre d'accompagnement dans les démarches (France Services), de formation numérique (notamment vers les seniors), de fabrication numérique et d'activités sur les sciences et techniques à destination des familles et enfants. L'offre est maillée sur le territoire via des antennes relai. La CSTI fait explicitement partie de la stratégie numérique de la CC Ponthieu Marquenterre.
Viellissement de la population, dépeuplement	Favoriser l'inclusion et le lien social	Habitants de l'EPCI	
Problématiques environnementales locales : protection d'espaces naturels, zones de submersion marine...	Sensibilisation aux enjeux environnementaux	Habitants de l'EPCI	Participation aux journées autour de l'environnement et du développement durable avec des animations thématiques... (CA du Beauvaisis) Ateliers et conception d'expositions pour la sensibilisation aux risques de submersion par le service gemapi (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) (CC Ponthieu Marquenterre)

LE FINANCEMENT DES ACTIONS DE CSTI

Le budget des actions de CSTI dépend de plusieurs facteurs : l'envergure de l'EPCI (le budget d'une CC n'est pas le même que celui d'une CA), de l'équipement ou du service qui les portent, ainsi que de la nature des actions (ponctuelles, récurrentes...).

Dans la plupart des cas observés, les projets sont financés avec des apports de diverses sources (Etat, Région, département, Europe), la part de financement de l'EPCI restant plutôt faible. La capacité des acteurs à mobiliser diverses sources de financements ou d'inscrire les projets dans des dispositifs est par ailleurs un argument de poids pour faire valider le projet en conseil intercommunal. Cependant, il est aussi fréquent que pour de petits projets, les structures puisent dans leurs fonds de fonctionnement. Certains agents portent des projets avec très peu de moyens, en s'appuyant sur les ressources des acteurs relai. Une source de financement propre, issue d'une billetterie pour les musées, ou d'activités payantes pour des tiers-lieu, peut également être mobilisée, mais celle-ci représente généralement une part marginale des ressources des structures.

Dans certains cas, **lorsqu'une activité de CSTI est structurée autour de projets réguliers, un budget fixe spécifique est alloué par l'EPCI** à la mise en œuvre et/ou la coordination d'événements ou d'actions de CSTI sur le territoire. C'est le cas, par exemple, pour le service CSTI du Labo de Cambrai.

Selon le statut de l'EPCI, les moyens de financement varient. Pour les communautés de communes, porter un équipement d'envergure peut représenter un coût trop important pour le financer et l'entretenir seule. Les coûts de rénovation ou de construction de bâtiments peuvent aussi être prohibitifs pour ces intercommunalités. Savoir mobiliser des sources de financements variées est alors indispensable. Parmi les équipements les plus récents représentés dans l'enquête, le faitout connecté, tiers lieu en milieu rural, a pu bénéficier d'un financement européen intégral pour sa création. **A contrario, une communauté d'agglomération ou urbaine aura davantage de moyens, et pourra endosser une part plus importante sinon intégrale des coûts liés aux équipements.** Par exemple, le Palais de l'Univers et des Sciences compte sur un financement de fonctionnement intégralement assuré par la Communauté Urbaine de Dunkerque, qui comprend aussi l'entretien du bâtiment.

Selon la compétence dans laquelle s'inscrit le service ou l'équipement qui porte les actions de CSTI, il n'y a pas les mêmes enjeux politiques, et donc pas les mêmes sources de financement. **Lorsqu'elles sont rattachées à certaines compétences, les actions de CSTI peuvent bénéficier d'un soutien financier plus ou moins important, ainsi que des sources de financement plus ou moins variées.**

Dans les exemples observés, le rattachement à la compétence de développement économique et au tourisme ouvre des opportunités de financements de la région ou de l'Etat – fléchés sur les problématiques de développement économique et d'attractivité territoriale. Le numérique fait l'objet de financements européens spécifiques et importants, en lien avec les régions. Le rattachement à la culture, en revanche, peut présenter un peu moins d'opportunités de financements pour les actions de CSTI, en concurrence avec les autres domaines de la culture mieux identifiés dans le champ.

On note toutefois que certains porteurs de projet parviennent à intégrer une dimension CSTI dans des dispositifs de financement culturels qui ont une orientation plutôt tournée vers les domaines artistiques. Par exemple, dans le cadre d'un Contrat Local d'Education Artistique et Culturelle (CLEA), des visites d'industries ont été organisées dans la CC du Vimeu, avec une activité de valorisation artistique de la visite.

Les représentations que les décideurs et décideuses politiques se font de ce qu'est la culture scientifique peuvent jouer un rôle dans la façon dont elle peut être financée ou non, et dans la place qui lui est accordée ou non dans les dispositifs qui sont mis en place.

La culture scientifique peut souffrir d'un manque de visibilité, notamment lorsqu'elle occupe une place informelle dans les activités d'une structure ou dans les missions d'un agent. Lorsque la culture scientifique n'est pas identifiée, l'effet et les retombées des actions ne sont pas observés, et il n'y a pas de lien fait entre les actions et les enjeux stratégiques auxquels elles répondent. **Savoir rendre les actions de culture scientifique stratégiques, au regard des problématiques et enjeux de territoire, est une compétence et un atout pour structurer les moyens de financement.** Cette compétence est détenue, dans certains cas, par des personnes en position de contribuer aux décisions et orientations politiques, comme des DGS ou DGA¹⁰, ou par certains élus sensibles aux sciences et techniques. C'est le cas, par exemple, dans la CC du Ponthieu Marquenterre, où la DGS a su mettre en évidence les liens entre CSTI et numérique et rendre la CSTI stratégique dans la feuille de route numérique.



© Jérôme Halâtre

¹⁰ Directeur/directrice général des services (DGS) et Directeur/directrice général adjoint.e.

LES FREINS ET LEVIERS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CSTI PAR LES INTERCOMMUNALITÉS

Principaux freins et contraintes au développement de la culture scientifique dans les intercommunalités

- **Absence de volonté/prise de position politique sur les sujets liés à la culture scientifique :**
 - > Méconnaissance de la culture scientifique par les décideurs et décideuses politiques
 - > Peu ou pas d'appui politique pour les porteurs de projets
 - > Peu ou pas de moyens dédiés aux actions
- **Manque d'une structuration de culture scientifique sur un territoire, ou à l'échelle d'un équipement :**
 - > Aspect « informel » des actions (non structurées, portées par un agent volontaire)
 - > Absence d'une mission de coordination territoriale pour la CSTI
- **Manque de visibilité et de reconnaissance de la culture scientifique sur un territoire**
 - > Lorsqu'elle n'est pas identifiée au sein de structures et/ou de missions – et particulièrement lorsqu'elle n'est pas ancrée dans un lieu
 - > Selon la compétence de rattachement : lorsqu'elle est rattachée à la compétence culture, la CSTI peut ne pas bénéficier de la même mise en lumière et des mêmes moyens que d'autres domaines culturels, notamment artistiques, mieux identifiés
- **Peu ou pas de dispositifs de financements publics dédiés à la CSTI et structurants pour accompagner les EPCI dans le développement territorial de la culture scientifique**
 - > Fragilité des dynamiques impulsées par des dispositifs porteurs à court terme, qui disparaissent
 - > Pluralité des champs thématiques de rattachement – il faut connaître les portes d'entrées
 - > Lourdeur administrative de certaines sources de financement (notamment des fonds européens) qui requièrent des compétences spécifiques

Principaux leviers et opportunités pour le développement de la culture scientifique dans les intercommunalités

POUR LANCER OU IMPULSER UNE DYNAMIQUE :

- **Identifier les acteurs ressource sur le territoire**, œuvrant directement ou indirectement au partage des sciences, et disposant de ressources et compétences utiles à cette fin : associations, structures d'enseignement, de recherche...
- **Identifier et s'appuyer sur les compétences internes aux services de l'EPCI, de « personnes ressources »**, sur la médiation scientifique et/ou les outils de structuration (savoir définir un projet de territoire, monter des dossiers de financement européen, savoir rendre un projet stratégique dans les commissions intercommunales...).
- **Participer à un événement fédérateur pour le partage des sciences et techniques** sur le territoire intercommunal, qui peut être piloté par un agent missionné d'un service intercommunal, en lien ou non avec un équipement financé par l'EPCI.

La participation à un événement fédérateur (tel que la fête de la science) a un effet levier sur plusieurs aspects. Cela permet à des agents, professionnels de l'animation ou de la médiation culturelle, d'aborder les sciences de façon transdisciplinaire, et de l'intégrer dans leurs pratiques.

Cela contribue à lever l'un des principaux freins évoqués par des professionnels qui ne sont pas experts en sciences et techniques, qui est le sentiment de manque de légitimité à parler de sciences et techniques. Cela permet très souvent aussi d'engager des liens entre différentes structures du territoire autour d'un projet commun, des structures qui ne se seraient pas rapprochées autrement. La participation à certains événements fédérateurs peut être accompagnée d'un soutien financier et/ou matériel. Pour certains porteurs de projets qui ont peu de moyens, cela peut représenter une aide saluée.

- **Participer à un réseau régional ou départemental ressource :** intégrer un réseau permet aux agents d'EPCI de se ressourcer, de participer à des temps de partage d'expériences, parfois de se former. Certains réseaux proposent des outils pour la médiation scientifique.

POUR STRUCTURER L'OFFRE DE CULTURE SCIENTIFIQUE SUR UN TERRITOIRE :

- **Définir une mission de coordination de la CSTI :** le fait de se doter d'une mission de coordination de la CSTI, qu'elle soit exclusive ou partielle (l'agent peut travailler sur d'autres missions complémentaires), permet aux EPCI qui en ont fait le choix d'impulser des dynamiques locales de culture scientifique et de tisser ou renforcer les liens entre acteurs locaux. La mission de coordination représente aussi un moyen de mobiliser des ressources humaines au développement de projets et d'événements fédérateurs, ce qui permet de soulager des petites structures du poids de la coordination. Cette mission peut être attachée ou non à un équipement.
- **Ancrer la CSTI dans un équipement :** lorsque la CSTI est clairement identifiable dans un lieu, elle est davantage mise en visibilité et de ce fait, elle est davantage identifiable dans la politique des EPCI. Cela permet de mobiliser des moyens financiers, matériels, humains. Dans certains cas, l'équipement peut servir de vitrine pour le territoire (et nourrir des enjeux d'attractivité).
- **Se doter d'une politique de CSTI**, avec des moyens dédiés. Cela passe par le fait d'engager une réflexion mobilisant les décideurs et décideuses politiques, afin de faire de la CSTI un sujet stratégique, et un outil de développement de politiques publiques.

DES OPPORTUNITÉS DE CONTEXTE :

- Bonne coopération inter-service, au sein de l'EPCI ; un rapport de confiance entre élus et agents
- Des élus sensibles à une thématique scientifique ou technique
- Une politique qui facilite l'accès des publics aux lieux de l'offre de culture scientifique : transports publics gratuits, prise en charge des transports scolaires, entrée des musées gratuite ou à faible coût...
- Présence d'une université, d'un pôle de recherche sur le territoire

Boîte à outils

CETTE PARTIE A ÉTÉ
CONSTRuite À PARTIR DES
RESSOURCES CITÉES PAR LES
PERSONNES AYANT PARTICIPÉ À
L'ENQUÊTE, ET AYANT SERVI À DES
PROJETS ET ACTIONS DANS LES EPCI.
DE CE FAIT, CETTE LISTE N'EST PAS
EXHAUSTIVE, ELLE PERMET D'AVOIR
UN APERÇU DES RESSOURCES
DISPONIBLES EN HAUTS-DE-FRANCE
POUR LE DÉVELOPPEMENT
D'ACTIONS DE CSTI DANS LES
TERRITOIRES.

Ressources matérielles

Voici quelques pistes de ressources matérielles pour les projets de médiation des sciences et techniques, employées dans les territoires observés :

- **Les expositions et malles pédagogiques empruntables** proposées par 33 structures, recensées dans le catalogue commun des outils itinérants pour la médiation scientifique et technique en Hauts-de-France, accessibles sur le site : <http://www.ombelliscience.fr/>
- **L'appel à projet annuel thématique du Forum départemental des Sciences (Nord)**, qui permet d'obtenir des outils pédagogiques (malles, expositions) en prêt gratuit ainsi qu'un accompagnement pour le montage de projet sur la thématique annuelle. Informations sur <https://forumdepartementaldessciences.fr/>
- **Le kit d'animation d'Escape Game « Panique en bibliothèque »** proposé par science animation. Plus d'informations, et autres ressources accessibles sur : <https://www.science-animation.org/>

> **POUR ALLER PLUS LOIN :**
rubrique « ressources » sur <https://www.echosciences-hauts-de-france.fr/>

Acteurs ressource

- **Des associations proposent des offres d'intervention pour animer des temps de médiation scientifique :** Planète Sciences Hauts-de-France, Les petits débrouillards, Les savants fous, Les Francas, Les Ceméa, Jeune Science Picardie Maritime (planétarium), Repères Astro (planétarium)...
- **Des acteurs peuvent accompagner et/ou conseiller :** Forum départemental des Sciences, Ombelliscience...
- **Des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche :** ULCO, Unilasalle, Université de Lille, UPJV...

> **POUR TROUVER D'AUTRES ACTEURS RESSOURCE :**
rubrique « annuaire » sur <https://www.echosciences-hauts-de-france.fr/>

Financements

Chaque projet de culture scientifique comporte ses spécificités, et les sources de financement mobilisables varient en fonction de celles-ci : situation géographique, taille de l'EPCI, compétence dans laquelle l'action s'inscrit...

Les sources de financements varient aussi, entre financements de fonctionnement, d'investissement, ou de projet, entre dispositifs ponctuels ou récurrents...

S'il n'est pas possible de dresser une liste exhaustive de toutes les sources mobilisables pour les projets de CSTI, voici quelques exemples de dispositifs/financements mobilisés par les acteurs interrogés :

Dispositif/financement	Porté par	Pour qui ? Pour quoi ?
Contrat Local d'Education Artistique et Culturelle (CLEA)	DRAC Hauts-de-France	Pour des projet culturels (l'EPCI n'a pas besoin d'avoir adopté la compétence culture)
Contrat culture et ruralité	DRAC Hauts-de-France	Intercommunalités en milieu rural
Priorités Régionales d'Intervention touristique (PRIT)	Région	Les PRIT : dispositif permanent permettant de développer la performance économique de l'offre touristique. Axes prioritaires : le « slow tourism » : nature/bien-être/itinérance ; la valorisation et la médiation des patrimoines ; la Mémoire ; le tourisme d'affaires.
Fonds Européens pour le développement régional (FEDER) axe « numérique »	Europe. En France, la gestion est confiée aux conseils régionaux	Pour les EPCI ayant défini une feuille de route numérique. Permet de financer des équipements et actions (notamment de fabrication numérique).
Plan de relance : Plan national pour la formation de médiateurs et aidants numériques	État	Pour former et financer le poste d'un.e médiateur.trice numérique.

Réseaux

S'inscrire dans un réseau permet de rencontrer d'autres acteurs d'un champ d'action donné, d'avoir des temps d'échanges et de nourrir ses pratiques professionnelles. Les réseaux peuvent aussi contribuer à un effort de veille sur les actions, événements, dispositifs et ressources d'intérêt pour ses membres. Ils peuvent aussi constituer un espace de plaidoyer pour que la CSTI soit mieux connue et soutenue politiquement. **Voici quelques exemples de réseaux ressources dans lesquels se sont inscrits des participants à l'enquête :**

Nom	Périmètre	Thématique
Ombelliscience	Hauts-de-France	Culture Scientifique, Technique et Industrielle
Proscitec	Hauts-de-France	Patrimoine historique et technique
Numériciens	Hauts-de-France	Numérique
AMCSTI	National	Musées, Culture Scientifique, Technique et Industrielle

Evènements

Inscrire une action de CSTI dans un évènement d'envergure peut être un bon moyen d'impulser une dynamique de partage des sciences sur un territoire. **Voici quelques exemples d'évènements dans lesquels inscrire des sciences et techniques, auxquels ont participé des acteurs interrogés :**

Nom	Période	Organisateur
La nuit de la lecture	Janvier	Ministère de la Culture
Semaine des mathématiques	Mars	Education nationale
Festival « Pint of Science »	Mai	Association Pint of Science
Journées européennes de l'archéologie	Juin	Ministère de la Culture, coordonnées par l'INRAP
Journées européennes du patrimoine	Septembre	Ministère de la Culture
Semaine européenne du développement durable	Mai ou septembre	Education nationale
Fête de la science	Octobre	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation Coordination régionale Hauts-de-France confiée à Ombelliscience
Semaine de l'industrie	Novembre	Gouvernement

> **POUR ALLER PLUS LOIN :**

une liste de journées mondiales est disponible sur le site <https://www.journee-mondiale.com/>

Remerciements à toutes les personnes ayant contribué à la réalisation de ce travail d'observation ainsi qu'à sa relecture.

Enquête et compte-rendu réalisés par Amanda Dacoreggio - chargée de mission observation et évaluation chez Ombelliscience ; avec le concours du groupe de travail sur l'observation de la CSTI en Hauts-de-France composé de personnalités issues de diverses structures : CA-PSO, Cité des Bateliers, Conseil Départemental de l'Oise, DRAC Hauts-de-France, Ecomusée de l'Avesnois, Forum départemental des sciences, INRAE, Le Mouvement Associatif Hauts-de-France, Planète Sciences Hauts-de-France, Proscitec, Université de Lille.

Facilitation Graphique (p.2-3) : Hélène Salazar - bienfaitpourta.com / Design graphique : okowoko.fr



© Jérôme Halâtre

OMBELLISCIENCE

La Graineterie
12 rue Dijon
80 000 Amiens
Tél. 03 65 80 14 41
ombelliscience.fr

Retrouvez nos actualités sur
ECHOSCIENCES HAUTS-DE-FRANCE

et sur



Travail réalisé avec le soutien de la Région Hauts-de-France.

